

IMPRIMATUR

JOURNAL DE L'INSTITUT DE JOURNALISME BORDEAUX AQUITAINE **GRATUIT**

3 décembre 2025 **# 757**

À LA UNE

JOURNÉE MONDIALE DU BÉNÉVOLAT

S'engager jusqu'au bout

Les associations de la métropole se préparent à de prochaines coupes budgétaires et doivent se reposer plus que jamais sur leurs bénévoles. Portrait de citoyen·nes engagé·es et reportage au cœur de l'une des dernières maraudes d'une association contrainte de fermer.

PAGES 2 - 3

© Elina García



PAGE 4

Les nouvelles lignes vont-elles résoudre tous les problèmes des usager·ères ? Pas sûr...

© Cyril Essissima

Expo à Bègles, Festival d'Angoulême, racines italiennes... Six questions autour d'un café avec le bédéiste Alfred.

PAGE 8



© Olivier Ka

IMPRIMATUR

Directeur de la publication Arnaud SCHWARTZ • Cheffe de rédaction Ariane PUCCINI • Direction artistique ISABELLE MINBIELLE

Cheffe d'édition ANNA-LOU GALLAY • Rédacteur·ices ILONA ARGENTIN, LUCY BEN HAMOU, MARINE BENOIN, LOUIS BONON, COLINE BOUARD, JEAN BOUYER, ÉTIENNE CALMON-MEY, INES CARISSIMI, MARIE COGORDAN, ELOUAN CROSNIER, MATTHIEU DELOUR, GABRIEL DUBREUIL, FLORIAN ESCOUBET, CYRIL ESSISSIMA, JADE FRICK, FANNY FRIQUET, ELINA GARCIA

FAIT DU JOUR

L'austérité budgétaire pousse des assos à la rue

Aujourd'hui, l'engagement est mis à l'honneur à l'occasion de la Journée mondiale du bénévolat. Pourtant, le contexte budgétaire met en péril la viabilité des associations, notamment celles à vocation sociale. À Bordeaux, Un Espoir Solidaire, mettra la clé sous la porte à la fin de l'année 2025. Sur la place de la République, les bénévoles vivent leurs dernières maraudes auprès des plus précaires.

Dans le froid bordelais de cette fin de mois de novembre, la voiture de l'association Un Espoir Solidaire arrive comme le « Messie ». Il est 20 heures et une vingtaine de bénéficiaires s'agglutinent sous le barnum. Voilà déjà de longues minutes qu'ils attendent, éparpillés sur la place de la République. Les trois premières bénévoles s'activent à mettre en place les quelques kilogrammes de nourriture sur la grande table à la nappe rouge. Ce soir, un sentiment d'amertume s'invite à la maraude. « On est forcément déçu et triste que l'association ferme. Voir les réactions des bénéficiaires, ce n'est pas évident. Mais il faut faire avec car on n'a pas le choix », s'émue Timothée Lainé, président et créateur d'Un Espoir Solidaire.

Une association sur trois en difficulté fin 2025

En manque de ressources financières, Un Espoir Solidaire continuera ses actions jusqu'à Noël avant de définitivement fermer boutique. Timothée Lainé dresse le bilan de la situation. « On manque cruellement de moyens financiers pour l'année prochaine. C'est plusieurs dizaines de milliers d'euros qui font défaut ». En plein rush, le jeune de 22 ans s'interrompt pour venir en aide à ses collègues et poursuit : « La précarité n'augmente pas que chez les sans-abris, mais aussi chez les personnes et les entreprises qui font des dons. De plus, en raison du contexte politique, il y a moins de financements des collectivités. » Un phénomène qui touche de nombreuses associations à caractère social. Dans une enquête de septembre 2025 intitulée « associations de solidarité en voie de disparition », la fédération des actrices de la solidarité prévoit que 30% des associations atteindront un point critique d'ici fin 2025.



Sur la place de la République, les premiers bénéficiaires attendent impatiemment Un Espoir Solidaire.

« Tout le monde a pris de la soupe ? »

En Gironde, la situation risque de s'empirer. Dans son plan de retour à l'équilibre, le département prévoit de baisser de moitié les subventions aux associations (voir infographie). « Tout le monde a pris de la soupe ? », lance Emma, 20 ans, qui vient d'arriver en renfort. Une fois les bénéficiaires servis, la cacophonie ambiante laisse place à quelques discussions en petits groupes. La fermeture de l'association inquiète. À Bordeaux, seul Un Espoir Solidaire assure une maraude le vendredi. « On compte sur d'autres associations sérieuses pour prendre le relais », espère Jean-Christophe, qui bénéficie des maraudes deux fois par semaine. « Sinon, chacun se débrouillera. Certains commerçants acceptent d'aider, mais il faut oser aller les voir. » Il s'inquiète surtout pour d'autres bénéficiaires dans une

situation plus alarmante : « Des personnes n'ont plus l'assurance d'un repas chaud par jour, d'un minimum de calories pour survivre, en particulier en hiver. C'est d'autant plus inquiétant que d'autres petites associations pourraient être touchées. » Un constat qui fait écho au dernier rapport du collectif Les Morts de la Rue sorti le 31 octobre 2025. En Gironde, 26 personnes sans domicile sont mortes en 2024 (24 en 2023), dont 22 à Bordeaux (15 en 2023).

L'hiver s'annonce difficile

Avec cette absence de distribution alimentaire, le président d'Un Espoir Solidaire redoute un impact direct sur la mortalité des sans-abris. « Le fait que ce soit à cette période là de l'année rend la chose encore plus dure », regrette Emma, qui observe la tristesse des bénéficiaires autant que celle des bénévoles. Mais ceci ne les abat

« Des personnes n'ont plus l'assurance d'un repas chaud par jour... »

pas. Pour les cinq courageux du soir, l'heure est au sourire et à la rigolade avec les derniers bénéficiaires sur place. Tout en rangeant la table de la maraude, Timothée Lainé ne veut pas baisser les bras : « On ferme six mois minimum. Quand et avec quels moyens pourrons-nous reprendre l'activité ? Je ne sais pas encore mais nous reprendrons du service. »

Elouan Crosnier



Dan Ferrand-Bechmann.

3 questions à Dan Ferrand-Bechmann

Sociologue spécialiste du bénévolat, elle dresse un état des lieux du secteur.

Observez-vous une évolution du bénévolat ces dernières années ?

Il y a de moins en moins de personnes âgées qui s'engagent et de plus en plus de jeunes. On peut l'expliquer car le bénévolat est aujourd'hui beaucoup valorisé dans les grandes écoles et universités. C'est aussi un atout dans le CV. La forme de l'engagement a changé : on s'investit moins à vie dans une association comme avant. Ce type de bénévolat engagé et militant est devenu minoritaire. Aujourd'hui, l'engagement est majoritairement ponctuel et partagé sur plusieurs structures.

Comment représenter la valeur que produit le bénévolat aujourd'hui ?

On peut la mesurer en comptabilisant les heures travaillées par les bénévoles. Cela représente énormément d'emplois. Et beaucoup de formes de bénévolat sont invisibilisées. On ne parle par exemple jamais des chorales, mais il y a près de 4 millions de français qui y participent. Ces activités ont un rôle essentiel dans le tissu social mais on n'en mesure pas les effets.

Dans un contexte de baisse des subventions publiques et de hausse de la pauvreté, comment les bénévoles sont-ils impactés ?

Il y a moins de salariés dans l'association, ce qui rend les bénévoles plus exposés mais aussi plus concernés et sensibles à l'action menée. SOS Amitié reçoit plus de 3 millions d'appels par an avec seulement un demi-salarié. Un bénévole peut passer quatre à cinq nuits par mois au téléphone ce qui est énorme. Quand derrière la situation ne s'améliore pas, on baisse les bras. Mais je ne pense pas que les personnes vont cesser de s'engager. La situation économique actuelle crée un appel au bénévolat.

Propos recueillis par Jean Bouyer

FAIT DU JOUR

Les bénévoles ne battent pas en retraite

Fabien, 31 ans, s'implique chaque semaine à l'épicerie solidaire des Capucins. Solange, retraitée, s'engage à la ressourcerie La Recré. Ces deux générations de bénévoles, racontent un engagement vécu autrement, mais qui bâtit le tissu associatif.

▶ Avec son polo rayé bleu et rose et sa coupe de cheveux travaillée au millimètre, Fabien, 31 ans, arrive chaque mardi à 15 h 30 à l'épicerie solidaire des Capucins à Bordeaux. Il en repart à 19 h 30. Ce rendez-vous hebdomadaire, il l'honore depuis septembre.

À l'heure où le bénévolat se réinvente, cet étudiant en Master 1 de Management de Ressources Humaines, fait partie de cette nouvelle génération d'engagés. Depuis 2010, selon l'Association France Bénévolat, le taux d'engagement a augmenté de 7% chez les 15-34 ans pour atteindre 23%. Une hausse qui va à rebours d'un désintérêt grandissant des jeunes pour la politique. Fabien met des mots sur ce glissement : « Aujourd'hui, tellement de personnes ont besoin d'aide, qu'on se dit qu'avec la politique, on est figé, qu'on ne va pas pouvoir améliorer le monde. Le bénévolat, c'est plus concret, tu aides la personne qui en a besoin ».

« Comment pouvais-je aider ? »

« Les gens ont toujours été ma priorité », ajoute-t-il. « Je vois de plus en plus de personnes souffrir. Entre ceux qui n'ont pas de logement et ceux qui ont du mal à finir leur mois, je me suis demandé comment je pouvais vraiment aider. Alors j'ai décidé de tenter le

bénévolat ». Ce jeune actif avoue qu'il a toujours voulu s'engager, mais qu'il ne savait pas comment s'y prendre. Par le biais d'une amie, elle-même anciennement engagée à l'épicerie, il a rencontré Noémie et Leslie, les responsables de l'association. Depuis, il s'active dans la mise en rayon, la caisse, et l'accueil des personnes. Autant de tâches qui lui permettent aussi de se dépasser : « De nature, je suis plutôt timide, mais ici, ça me pousse à aller parler aux gens. Je sors de ma zone de confort ».

« Pour mon plaisir personnel »

À quelques mètres de l'épicerie, la ressourcerie La Recré vibre d'un autre tempo. Autour d'une pile de livres de seconde main, Solange, psychothérapeute retraitée, baigne depuis quinze ans dans le bénévolat. Elle sourit doucement en expliquant sa philosophie : « Je ne fais pas cela pour être une dame charitable, mais plutôt pour mon plaisir personnel. Et si je peux être utile, tant mieux ».

Comme sa génération, les plus de 65 ans, Solange est une petite main fidèle de l'association. Tous les lundis et jeudis après-midi elle « classe les livres par ordre alphabétique » et ne manque pas de conseiller celles et ceux qui passent la porte. « J'ai lu toute ma vie, j'adore les livres » ajoute-t-elle. Cependant, le taux d'engagement



À l'épicerie solidaire des Capucins à Bordeaux, Fabien remplit les rayons et passe parfois derrière la caisse.

des personnes de plus de 65 ans a baissé, passant de 38% en 2010 à 24% en 2025. Assise dans son fauteuil vintage rouge, et cheveux relevés qui met en valeur son châle posé sur ses épaules, la sexagénaire raconte comment le bénévolat rythme ses semaines : « Il y a une régularité qui est plaisante, parce qu'elle n'est pas contraignante. Des habitués viennent, on s'assoit, on bavarde ». Pour Solange, c'est avant tout les liens humains qu'elle tisse ici, plus que la mission d'engagement en elle-même qui la motive.

« Avec la politique, on est figé, on ne va pas pouvoir améliorer le monde. Le bénévolat, c'est plus concret, tu aides la personne qui en a besoin ».

Les 60-69 ans, admettent tirer leur satisfaction bénévole davantage par le plaisir d'être avec l'autre que par celui de changer les choses (étude de l'UNSA Retraités). Et les coupes budgétaires aux associations ? La retraitée et l'étudiant

divergent. « Je ressens un sentiment d'impuissance face à cette situation financière, parce que j'aimerais faire plus, mais je ne peux pas », explique le trentenaire. Mais son optimisme gagne : « Tant que j'ai encore le souffle, j'y crois ». À l'opposé pour la sexagénaire il y aurait un « pléthore d'associations. Toutes n'ont pas une grande utilité. Il faudrait faire un tri pour pouvoir allouer ce qu'il reste d'argent à celles qui sont vraiment utiles ».

Coline Bouard

Bordeaux Métropole : les associations au régime sec

En novembre, HelloAsso a publié son palmarès des 20 « Cités Vives », villes aux citoyen·nes les plus engagé·es dans la vie associative. La métropole y est bien représentée.

BORDEAUX (1)

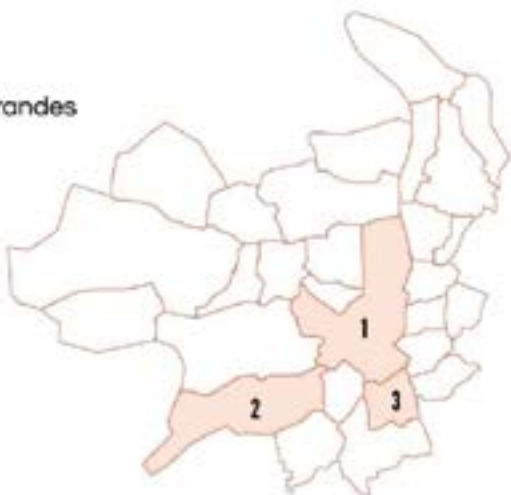
Figure dans le classement des très grandes villes de 200 000 habitant·es et plus.

PESSAC (2)

Dans le classement des villes de 50 000 à 200 000 habitant·es.

BÈGLES (3)

Dans le classement des villes de 20 000 à 50 000 habitant·es.



Les principales sources de financement des associations sont l'État, la Région, le Département, la Métropole et la Ville.

Mais le secteur associatif risque d'être ébranlé par le déficit du Conseil départemental de la Gironde. Son Plan de retour à l'équilibre voté lundi prévoit 91 millions d'euros d'économie en trois ans.

Les « subventions aux tiers » versées notamment aux associations vont être réduites de

50%

12,8 Soit une réduction de millions d'euros

Sources : HelloAsso, JeVeuxAider.gouv.fr et le Département de la Gironde.

INCLUSIVITÉ

Handicap : par ici la culture

À l'occasion de la 2e édition de la Semaine Bordeaux Culture Accessible, les lieux culturels bordelais organisent jusqu'à dimanche des ateliers à destination des personnes en situation de handicap. Car malgré les efforts, pérenniser et développer les dispositifs d'accessibilité reste un vrai défi.

« Je vous propose un réveil corporel, puis on fera un réveil pour la voix » : Marie Chavanel et Clarisse Pinet, professeures de chant et de danse, animent ce lundi soir un atelier artistique au conservatoire de Bordeaux. Autour d'elles, les participant-es s'élancent en chaussettes sur la piste, au gré des mouvements de leurs corps et de leurs voix. Certain-es sont des élèves à l'année, d'autres viennent pour la première fois, enfants et adultes, en situation ou non de handicap physique ou mental. Car cet événement s'inscrit dans la Semaine Bordeaux Culture Accessible, une semaine d'animations, de visites et de projections pour favoriser l'accès des personnes en situation de handicap à la culture.

Défi de visibilité

Adrien Laugier, âgé d'une quarantaine d'années, ressort enthousiaste de l'expérience : « Ce que j'ai préféré, c'était la chorégraphie sur *We will rock you* de Queen ». Adeptes de chant et membre de la chorale DeSiDeLa à Mérignac, il a découvert l'atelier dans le journal du Centre d'accueil de aour (C.A.J.) de l'A.F.T.C.

Gironde (Association des familles de traumatisés crâniens et cérébrolésés).

Le but de cette semaine ? « Mettre un coup de projecteur aux actions qui existent déjà », explique Olivier Escots, adjoint à la mairie de Bordeaux chargé du handicap. « On veut que les gens découvrent les activités de cette semaine pour qu'ils sachent qu'ils peuvent y accéder toute l'année » ajoute l'élue. Guide de musée aveugle – un cas unique en France – au Musée d'Aquitaine, Nicolas Caraty souligne lui aussi l'importance de l'accessibilité aux lieux culturels : « La culture fait partie de la construction de chaque personne, tout le monde devrait y avoir accès ». Des dispositifs ont ainsi été mis en place au musée, à travers un « parcours sensoriel » installé en 2022 : approche par le toucher des œuvres, écriture braille, vidéos en langue des signes. « Il faut absolument que ces dispositifs se démocratisent. Il n'y a pas assez de gens en situation de handicap qui en bénéficient », insiste-t-il.

Contraintes budgétaires

Selon le rapport de la Dress de 2024, 19% des personnes en situation de handicap sont allées



Atelier Musique et Danse adapté a réuni une quinzaine de participant-es au conservatoire de Bordeaux.

visiter des musées et des monuments contre 37% des personnes valides sur un an. Nicolas Caraty regrette que l'accès à la culture soit trop souvent limité à des propositions éphémères. Les chiffres montrent pourtant l'intérêt du public : « Pour le parcours sensoriel, on est passé de 1 300 visiteurs en situation de handicap en 2022 à 2 200 aujourd'hui »,

relève-t-il. Les budgets pour ce type d'aménagements peuvent être conséquents. Ainsi, le parcours sensoriel du musée d'Aquitaine, a coûté 450 000€, financés aux trois-quarts par des partenaires privés et des mécènes. La ville prévient : les enjeux budgétaires vont se tendre mais il reste essentiel « de poursuivre l'agenda d'accessibilité (du Plan Handicap, lancé par

la ville en 2022, NDLR) », assure Olivier Escots, tout en admettant que certains projets pourraient être retardés si la situation budgétaire se dégrade encore.

Marine Benoin
et Lucy Ben Hamou

Ce week-end, d'autres événements sont au programme. Rendez-vous sur www.bordeaux.fr.

« L'écriture FALC m'a donné confiance en moi »

Atteint-es de troubles bipolaires, Hélène Pelet d'Anglade et Jean-Jacques Damiens transforment des documents complexes en FALC : textes « faciles à lire et à comprendre ». Reportage à Blanquefort où tous deux témoignent de leur engagement pour une communication plus inclusive.

« FALC, c'est un processus qui vise à simplifier un document compliqué pour le rendre accessible à tous », explique Hélène Pelet d'Anglade, diplômée de lettres modernes. « Au départ, c'est fait par des personnes déficientes intellectuelles, pour des personnes déficientes intellectuelles. En réalité, c'est utile à tout le monde. Ça peut servir aux enfants, aux personnes qui ne parlent pas bien français ou qui ont des problèmes de lecture. » Et le public n'est pas le seul bénéficiaire de cet outil inclusif. « Le FALC m'a donné confiance en moi », confie-t-elle. Jean-Jacques, au parcours également littéraire, surenchérit : « c'est valorisant parce qu'on sait que c'est utile. » Pour que le logo FALC puisse

être apposé sur un document, des personnes déficientes intellectuelles doivent participer à sa transcription. Une logique qui fait sens pour Jean-Jacques : « Qui est mieux placé que les personnes concernées pour dire si un texte est compréhensible ou non ? »

Beaucoup de règles

En FALC, il y a beaucoup de règles. « La taille minimum de la police est 14. Il faut faire des phrases courtes et éviter la négation », illustre Hélène. Pour Jean-Jacques, rien de bien compliqué : « C'est une méthode qu'il suffit d'appliquer ». Les deux transcrip-teurs.ices l'ont appris lors de leur formation FALC. Depuis 4 mois,

iels sont mêmes co-formateurs et animent des ateliers à l'ESAT (Établissement et service d'aide par le travail) de Blanquefort, autour de cette écriture inclusive arrivée en France en 2009.

Si les deux s'accordent sur la difficulté d'accès à la culture pour les personnes déficientes intellectuelles, iels reconnaissent la bonne volonté des institutions bordelaises. En effet, l'écriture FALC s'invite dans plusieurs monuments bordelais : « Il y a nos textes retranscrits au Musée d'Aquitaine, au Jardin Botanique ou encore au Grand Théâtre », conclut fièrement Hélène.

Gabriel Dubreuil



Hélène Pelet d'Anglade et Jean-Jacques Damiens, transcrip-teur-ices FALC à l'ESAT de Blanquefort.

Top départ pour le Téléthon

En 2024, la Gironde était le 4^e département qui donnait le plus au Téléthon. Coup d'œil sur les événements à ne pas louper ce week-end !

Bordeaux rive droite – Tombola à l'EHPAD Les Jardins d'Arcadie Vendredi et samedi, de 10h à 19h 108 Rue Henri Dunant, Bordeaux

Bordeaux – Le Village Téléthon Vente de crêpes, chorale, spectacle de danse et fanfares. Samedi, de 10h à 18h30, Place Gambetta, Bordeaux

Blanquefort – Tournoi de volley jeunes et adultes Samedi, de 14h à 22h, Avenue du Port du Roy, Blanquefort

Lormont – Concert de l'école de musique municipale Samedi, de 16h à 17h30, 2 Rue Lavergne, Médiathèque de Lormont.

Toutes les manifestations sont à retrouver sur le site du Téléthon.

JUSTICE

Protection judiciaire de la jeunesse : « Créer des postes ne suffira pas »

Dans le cadre du vote du budget 2026, la mission justice est discutée au Sénat aujourd'hui. La sénatrice PS de la Gironde Laurence Harribey y présente son rapport concernant la crise de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). Entretien.



Laurence Harribey, sénatrice PS de la Gironde, porte les enjeux de la PJJ au Sénat.

ministre de la Justice considère que ce modèle est « épuisé » et ne « tient pas ses promesses ». Est-ce une position que vous rejoignez ?

LH - C'est très positif. Cela fait trois ans que nous alertons sur les problèmes posés par les centres éducatifs fermés, ils coûtent extrêmement cher. Leur principal défaut, c'est qu'ils reposent sur un modèle unique pour traiter l'incarcération des mineurs, alors que chaque profil est différent. Entre l'adolescent qui fait des bêtises et qu'il faut simplement recadrer et le mineur impliqué dans des formes beaucoup plus graves, comme le narcotrafic ou le proxénétisme, les besoins ne sont pas les mêmes. Dans ces cas-là, il faut des réponses plus approfondies, incluant par exemple une prise en charge sanitaire.

Cela ne veut pas dire qu'il faut supprimer les centres, mais plutôt les transformer. D'un côté, renforcer ceux qui existent déjà, et de l'autre, créer des unités éducatives plus adaptées, en fonction de la gravité des situations. Car si la délinquance des mineurs n'a pas

augmenté globalement, elle est devenue plus grave, plus violente et touche des mineurs de plus en plus jeunes. C'est un signe de l'inadéquation de notre politique pénale actuelle face aux nouvelles formes de délinquance.

« La PJJ est un véritable défi sociétal. On ne peut pas la prendre à la légère »

I - À Sainte-Eulalie, près de Bordeaux, un CEF accueillant huit mineurs multirécidivistes a récemment fermé ses portes. Où seront-ils désormais pris en charge ? Cette question vous inquiète-t-elle ?

LH - Ils n'iront pas en prison, sauf éventuellement dans un quartier pour mineurs. Comme ils étaient en CEF, ils seront réorientés vers

d'autres structures du même type. Mais la situation est difficile. Les éducateurs sont épuisés, faute de médecins, de psychologues ou d'infirmiers pour les soutenir. On compte sur eux pour tout, et au bout de quelques mois, beaucoup quittent la profession. Même l'école de la PJJ peine à recruter et à garder ses élèves.

I - Le gouvernement a annoncé la création de 70 postes à la PJJ. Une mesure suffisante ?

LH - Non, il en faudrait au moins 322, uniquement pour renforcer le travail éducatif sur le terrain. D'ailleurs, créer des postes ne suffira pas : encore faut-il qu'il y ait des candidats. Je demande surtout que ces 70 postes soient réellement affectés à des éducateurs de terrain, pas à des postes de coordinateurs comme ces dernières années. Le nouveau directeur de la PJJ m'a donné sa parole à ce sujet. La PJJ est un véritable défi sociétal. On ne peut pas la prendre à la légère.

Fanny Friquet
et Étienne Calmon-Mey

Imprimatur - Vous présentez pour la troisième année consécutive un rapport sur la PJJ. Pourquoi ce sujet est important pour vous ?

Laurence Harribey - Pour moi, la PJJ reste le « parent pauvre » du ministère de la Justice. Le budget global augmente, mais pas les

moyens réellement consacrés aux mineurs délinquants. La réforme du code pénal des mineurs et la loi Attal de 2025 rendent encore plus nécessaire un service solide et cohérent.

I - Vous estimez que les Centres Éducatifs Fermés (CEF) restent des dispositifs très coûteux. Le

PRÉVENTION

SIDA : la nécessaire piquêre de rappel

En Gironde, la semaine de lutte contre le VIH se termine aujourd'hui. Malgré 40 ans de combat, les idées reçues résistent et les baisses de subvention empêchent de toucher un public plus large.

« Je ne montre pas mon sexe à tout le monde. Puis je baise que des femmes, moi » a répondu ce lundi un jeune homme à Michel, 64 ans, bénévole de Bordeaux Ville Sans Sida. À l'occasion de la semaine de lutte contre le SIDA, plusieurs associations se réunissent place de la Victoire, à Bordeaux. Objectifs : prévention et dépistages. Selon Michel, le plus important, c'est de retirer au VIH l'étiquette de « maladie d'homme ». Les rapports hétérosexuels représentent 53 % des modes de contamination du virus, contre 42 % pour les rapports entre

hommes. « La prévention et la sensibilisation auprès des personnes hétérosexuelles est urgente » affirme Milo, 30 ans, co-directeur du centre LGBTI+ bordelais Le Girofard. Il tire d'autres signaux d'alarme : « En 10 ans, le nombre de jeunes français testés positifs au VIH a augmenté de 41 %. [...] En Gironde, 500 personnes vivent avec la maladie sans le savoir ».

Sous traitement, risque zéro de transmission du VIH

« Ici, on propose des tests rapides (VIH, Hépatite B et C, Syphilis),

des traitements préventifs, et post exposition ». La PrEP, prise en continue, ou avant un rapport à risque, empêche la contraction du VIH. Quand le TASP (Treatment as Prevention) rend la charge virale des personnes séropositives « indétectables », et « la transmission du virus impossible ». Ce qui est trop peu su.

Pour Nicolas, 32 ans, salarié de l'association AIDES, les baisses des subventions freinent les avancées. « La direction nationale supprime 61 postes (sur 450, NDLR) d'ici mai 2026 ». « Moins de moyens humains, c'est moins de temps à accorder aux gens pour



Des jeunes en service civique pour le CeGIDD informent des passants sur le VIH et le SIDA.

les tests et la prévention » observe Nicolas qui dépiste une douzaine de personnes par jour, avec un matériel de plus en plus difficile

à se procurer. Pour lui, le risque est clair : un retour en force de la pandémie.

Louis Bonon

TRANSPORTS

Tram E et F : nouvelles lignes, nouveaux doutes

Réduction du temps d'attente, fin des correspondances...

Les nouvelles lignes E et F, en service dès demain, promettent une amélioration des transports en commun de Bordeaux Métropole (TBM). Pour autant, ces annonces ne dissipent pas le scepticisme des usager·ères, habitué·es aux perturbations régulières de circulation.

Interruption du tram A entre Buttinière et la Morlette. Ce genre de message affiché lundi dernier en début d'après-midi sur le panneau électronique de l'arrêt Mérignac Soleil, n'étonne plus les Bordelais·es. Logan, un passager visiblement pressé, prend son téléphone : « Il y a encore un problème sur la ligne, je vais forcément arriver à la bourre. » Il nous confie avoir cessé de prendre les transports en commun à cause des perturbations récurrentes : « Depuis trois ans, j'utilise ma voiture. Mais ma femme s'en sert en ce moment. »

Face aux critiques, TBM ouvre de nouvelles lignes de tramway. À partir de demain, le tram E desservira la rive droite entre Floirac-Dravemont et la gare de Blanquefort en passant par

Quinconces. Le tram F connectera la gare de Bègles à l'aéroport de Bordeaux-Mérignac via la gare Saint-Jean en 45 minutes environ.

Réduire le temps d'attente

Selon TBM, l'objectif de ces ajustements est de fluidifier le trafic grâce au désengorgement des lignes A et C très sollicitées jusqu'ici. L'autre avantage est la fin des correspondances pour une grande partie du public. Autrement dit, « les voyageurs venant de la rive droite bénéficieront d'un accès direct à de nouvelles destinations, comme les Quinconces, sans changement », précise TBM. Ces modifications permettront également de réduire « le temps d'attente de 3 minutes 20 à 2 minutes 30 ».

Certain·es usager·ères régulièr·es restent pourtant sceptiques. Sébastien, croisé à Mérignac Soleil où le tram A peinait à suivre la cadence annoncée, n'a pas vraiment confiance dans les annonces de TBM. Debout sur le quai, il hausse le ton : « C'est encore du foutage de gueule tout ça ! Et puis ce n'est pas la première fois qu'ils disent que la situation va s'améliorer. Au contraire ça se dégrade davantage. »

D'ailleurs, la compagnie reçoit des plaintes quotidiennes. À la boutique de la place des Quinconces, une usagère vient s'enquérir des horaires des nouvelles lignes. « Je vis à Canon (rive droite, NDLR) et tous les matins je dois faire le trajet jusqu'à Bruges. Sauf que je ne m'y retrouve plus avec les changements prévus », s'inquiète-t-elle.



L'arrêt Sainte-Croix se refait une beauté.

Elle exige de parler à un conseiller lorsque une agente de l'accueil s'évertue à lui expliquer que les informations sont déjà renseignées sur l'application. « Je n'arrive pas à m'en sortir avec l'application », rétorque-t-elle à l'agente qui lui remet un ticket de passage.

15 millions d'euros

En attendant le grand jour, des affiches placardées au niveau des stations annoncent les itinéraires à venir. Comme à Sainte Croix, Sainte Catherine, Hôtel de police, Stalingrad, Buttinière ou La Gardette.

Ce vaste chantier a débuté au niveau de la Porte de Bourgogne occasionnant la suspension

temporaire de la ligne A l'été dernier. Il se chiffre à 15 millions d'euros. Le projet a, entre autres, permis de poser 504 ml (mètres linéaires, NDLR) de rail, 950 m² de pavés et des aiguillages sur l'axe reliant la gare Saint-Jean au cours Alsace-Lorraine et sur celui entre le pont de pierre et Quinconces. Malgré ces travaux, il faut s'attendre à « une circulation particulièrement dense » à la Porte de Bourgogne avec « pas moins de 92 passages par heure prévus, et, tous sens confondus, jusqu'à 102 », prévient déjà TBM.

Cyril Essissima

« Une poignée de terre en bonne santé comporte plus d'êtres vivants que d'humains sur Terre »

24 000 hectares. C'est l'espace grignoté chaque année par l'urbanisation en France. Aujourd'hui a lieu la journée mondiale du sol. Pour Pierre Girard, journaliste scientifique et auteur du livre *Au rythme de la Terre* (JC Lattes), désartificialiser est un réel enjeu pour les villes.

Imprimatur - En dehors de la revégétalisation prônée par la mairie de Bordeaux, quelles sont les autres initiatives de désartificialisation en ville ?

Pierre Girard - Désartificialiser consiste souvent à détruire des infrastructures pour retrouver le sol du dessous. C'est actuellement ce qu'il se passe sur la place Sainte-Croix. Nos villes ont été construites aux endroits où il y avait les sols les plus fertiles. Aujourd'hui, on a fini par les recouvrir de bitume. Il faut avoir conscience qu'artificialiser

une terre est presque irréversible. Quand on sait qu'une poignée de terre en bonne santé comporte plus d'êtres vivants que d'humains sur Terre, c'est vertigineux.

I - Quels sont les risques pour les villes qui ne désartificialisent pas leurs sols ?

PG - Le changement climatique provoque une multiplication d'événements météo extrêmes. Les sols s'imperméabilisent à cause de la sécheresse et n'évacuent plus l'eau. Pendant les inondations, l'eau de pluie dévale de

manière torrentielle sur les villes, en emportant les habitations. C'est ce qu'il s'est passé à Valence, en Espagne, en 2024. Ces événements dramatiques concerneront toutes les villes si on ne désimperméabilise pas. L'autre avantage est de réduire les effets des épisodes caniculaires, de plus en plus nombreux, grâce à la création d'îlots de fraîcheur, d'ailleurs synonyme d'un retour de la biodiversité en ville.

I - L'objectif gouvernemental Zéro Artificialisation Nette (ZAN) est-il suffisant ?

PG - Toutes ses mesures vont dans le bon sens. Mais plutôt que de désartificialiser, la priorité devrait être de ne pas artificialiser. Si on considère que l'histoire d'un arbre c'est au moins cent ans, il faut privilégier le maintien des zones qui existent déjà, plutôt que renaturaliser un espace pour chaque espace artificialisé comme le prévoit le ZAN. Pour faire face notamment à la forte demande immobilière, il suffit de rénover ce qui existe plutôt que d'empiéter sur la nature.



Jade Frick

Pierre Girard, journaliste scientifique.

GUERRE EN UKRAINE

Colis, bonbons et Babybel

Premier Courrier est un service de livraison bordelais fondé en 2018 par et pour des Ukrainien·nes. Alors que la guerre dure depuis bientôt quatre ans, le colis a pris une importance inédite : il fait le lien entre celles et ceux resté·es au pays et la diaspora.

son pays. Entre deux bips de son scanner à colis, il confie que « ces boîtes sont le seul lien qui tient encore entre la France et l'Ukraine ». Pour lui, c'est un lien avec sa grand-mère, la seule famille qu'il lui reste. Elle lui envoie des « abeilles folles », des bonbons de son enfance, tandis qu'il lui adresse des Babybel dont elle raffole. À l'étage de l'entrepôt, Lesia scrute des chiffres sur son ordinateur. Pour elle, le colis est un moyen de ramener un peu de son pays en France : sa famille lui envoie des ingrédients spéciaux pour préparer des plats traditionnels, comme des champignons secs.

il observe que des Ukrainien·nes font fi des dépenses pour envoyer jusqu'en France des objets aussi anodins que des couvertures ou des vêtements. Depuis l'Ukraine, l'intention compte ici autant que le cadeau, voire davantage. Quand il évoque ses débuts de livreur en France, son regard bleu se perd au loin, et il sourit, faisant tomber un temps le masque du gérant impassible. Le livreur occupe à ses yeux un rôle social à part, au sein de la communauté

ukrainienne établie à Bordeaux : il devient un confident : « je connaissais l'histoire des gens, je savais tout ce qui se passait dans le pays. » La cloche de l'entrée sonne et une femme entre, paquet à la main. Anatole lui adresse un « Yak spravy » (« Comment allez-vous ? »), tandis qu'Oleksyi part en livraison. A l'approche des fêtes, le rythme promet de se précipiter pour Premier Courrier.

Florian Escoubet

Des colis, partout, où que l'on regarde. Dans le petit entrepôt de Premier Courrier à Bordeaux, paquets et cartons ont leur vie propre, et se développent, se multiplient dans chaque recoin. Anatole, gérant de l'entreprise, progresse tranquille, dominé d'une tête par les étagères en métal. Sur place, on assiste à un ballet bien réglé. Oleksyi, un employé, et Anatole s'activent entre les paquets sous la supervision de Lesia, chargée d'affaires, à l'étage. Un silence professionnel règne, rompu ponctuellement par les entrées des client·es : « Dobry den ! ». Ici, on se salue souvent en ukrainien, car c'est aussi la spécificité de Premier Courrier : la compagnie, fondée en janvier

2018 par Anatole, n'emploie aujourd'hui que des Ukrainien·nes, et s'adresse surtout à ses compatriotes.

Des distances à combler, un besoin de lien tangible

Depuis le début de l'invasion russe en 2022, la France et l'Ukraine n'ont jamais été si proches et en même temps si éloignées. Des familles ukrainiennes se sont retrouvées déchirées. Avec Premier Courrier, le colis devient un émissaire à la fois culturel, affectif et identitaire.

Oleksyi est un gaillard souriant et amène qui s'exprime dans un français quasi-impeccable. Il vit en France depuis onze ans, sans possibilité de rentrer désormais dans

Un moyen de se (re)construire

Accoudé à son bureau, Anatole hoche la tête. Pour lui, il s'agit aussi d'une quête d'identité qui passe surtout par l'envoi de nourriture, d'un côté comme de l'autre. Lui, a souvent le mot de « cadeau » à la bouche pour parler des colis. Un cadeau qui trahit parfois un besoin désespéré de se retrouver, de se connecter d'un pays à l'autre. Malgré des frais d'expédition élevés, des taxes et des délais,



Anatole, fondateur et gérant de Premier Courrier.

La musique pour couvrir le son des bombes

Cette année, l'Ukraine vivra son quatrième Noël en guerre. À Bordeaux, l'association La Maison Ukrainienne a rassemblé mardi plus de 250 personnes pour un concert traditionnel à l'église Saint-Rémi de Bacalan.



Le chœur chante sous le rouchnyk, une longue banderole brodée qui symbolise l'amour, la mémoire et la protection.

« Le rouge signifie l'amour, le noir la tristesse », explique Inna en lissant les broderies de sa blouse traditionnelle. « C'est à l'image de la vie : les deux sont toujours mêlés ». Mardi dernier, 258 personnes se sont retrouvées pour un concert de Noël à l'église Saint-Rémi de Bacalan à l'invitation de La Maison Ukrainienne. Pour Olesya, membre de l'association, les fêtes ont évidemment changé de visage depuis la guerre. « Malgré tout, nous essayons de créer de la lumière. »

« C'est la voix de l'âme ukrainienne »

Sur scène, les 48 membres de l'Ensemble national de Bandouristes d'Ukraine font résonner leurs guitares traditionnelles et entonnent les kolyadkys, ces chants festifs qui ont traversé les différentes périodes de répression. « Ces musiques racontent l'Histoire du pays, ses luttes et sa beauté. C'est la voix de l'âme ukrainienne », détaille Olesya. Dans la nef comble, les regards et les sourires se répondent et les applaudissements retentissent.

Ce soir-là, 12 membres du chœur manquent à l'appel : ils sont sur le front. Une partie des recettes de la soirée leur sera reversée.

« Nous sommes là pour aider la diaspora »

Pour Svitlana Poix, fondatrice de l'association, l'enjeu est double : montrer que l'Ukraine ne se résume pas à la guerre, et souder la communauté ukrainienne de Bordeaux. « Lorsque de nouvelles personnes arrivent, elles peuvent manquer de repères. Nous sommes là pour aider la diaspora », explique-t-elle. C'est notamment le cas de Iulia, jeune femme dont la famille est encore à Kyiv. Elle confie : « Noël n'existe plus vraiment pour moi, mais ce soir, j'ai l'impression de toucher du doigt un bout de ma maison. » À l'issue du concert, des cartes postales réalisées par des élèves près de Tchernobyl étaient vendues pour aider à financer des locaux sûrs. Et pour les plus jeunes réfugié·es qui sont ici à Bordeaux, l'association organisera une grande fête le 4 janvier, à la salle des fêtes de Mérignac.

Marie Cogordan

Alfred, auteur de BD : « Je préfère l'Art à taille humaine »



Alfred, assis à la Braserie du Sud-Ouest place Nansouty, le double expresso entamé et l'interview terminée.

Difficile d'attraper une interview avec lui en période de création. Entre deux spectacles, Alfred, le dessinateur primé à Angoulême en 2014, esquisse son portrait le temps d'un double expresso. Son actu ? Une carte blanche à la bibliothèque de Bègles qui se conclut aujourd'hui par une lecture musicale avec Olivier Ka, auteur jeunesse. La culture dans sa diversité et l'inclusion des publics l'ont mené à boycotter l'édition 2026 du festival international de la bande dessinée (FIBD) d'Angoulême.

I - Pourquoi finir la carte blanche par des lectures musicales avec Olivier Ka sur vos racines respectives ?

A - Olivier est comme mon frangin. On parle beaucoup de nos origines étrangères mais on n'a jamais eu l'occasion de les mettre en scène. J'ai commencé la carte blanche par une exposition sur mon enfance en Italie à travers un travail d'hypnose. Donc finir par mes racines est une manière de refermer la porte sur des émotions similaires. En ce moment, cette matière intime est le terreau essentiel de mes créations.

I - Vous aimez dessiner le matin dans un atelier au fond de votre jardin. Pourquoi ?

A - Un bout de mon hygiène quotidienne consiste à démarrer ma journée, avant même mon café, par un quart d'heure de dessin libre, en écoutant une playlist aléatoire. La musique me transmet une émotion et donne une direction à mon dessin. Ma tête est encore endormie. Je regarde ma main dessiner sans vouloir séduire ou raconter une histoire. J'ai commencé cet exercice il y a une vingtaine d'années après une

période de sécheresse créatrice. Je n'ai jamais perdu cette habitude de retrouver chaque matin le plaisir enfantin du dessin.

I - Quel intérêt Bègles a dans votre démarche artistique ?

A - J'y vis depuis huit ans. Bègles n'a pas de centre-ville. Il faut que les divers publics qui y habitent se rencontrent. On a intérêt à se croiser dans les mêmes endroits même si on n'a pas les mêmes goûts. Le cinéma La Lanterne a changé d'équipe pour projeter des films grand public et d'autres d'Art et d'essai. Le musée d'art brut est en rénovation pour attirer des visiteurs qui n'ont pas les codes. La librairie du Contretemps vend des blockbusters mais aussi de la poésie. Tous ces lieux culturels ne veulent pas devenir élitistes et ça me donne envie de m'impliquer.

I - L'édition 2026 du festival d'Angoulême est officiellement annulée. Pourquoi avez-vous signé la pétition appelant au boycott ?

A - La société organisatrice 9^e Art+ est déconnectée de la réalité des autrices et auteurs. J'en veux aux dirigeants qui ont refusé le

dialogue. On avait demandé un changement de direction mais cette équipe a été reconduite pour 10 ans ! À cause d'un dialogue coupé, il y aura une année blanche. C'est dingue. Il faut changer l'équipe organisatrice par des personnes plus curieuses. Les auteurs parlent d'organiser un festival *off* (dans les librairies de la ville, NDLR). J'y souscris complètement mais ce qui faisait la force du festival, c'était de réunir des centaines de milliers de publics.

I - En comparaison, qu'avez-vous trouvé dans cette carte blanche ?

A - J'ai été accompagné avec générosité malgré des moyens plus modestes. Je préfère l'Art à taille humaine. Au festival d'Angoulême, il n'y avait plus de place pour l'enthousiasme. L'invitation de la bibliothèque de Bègles m'a touché. Pour cette première édition, on m'a dit : « vas-y, propose-nous des trucs vivants qui rassembleront les gens ». J'espère y être parvenu.

Elina Garcia

Lectures musicales avec Olivier Ka
5 décembre, 18 h 30
Bibliothèque municipale de Bègles
58 Av. Maréchal de Lattre de Tassigny

Imprimatur - Quelles occasions cette carte blanche vous a-t-elle permis de saisir ?

Alfred - Celle d'inventer des formes d'arts inédites et d'inviter des copains : des musiciens, des poètes, des danseurs avec qui j'ai souvent une envie, mais pas le temps de créer de longs projets. Nous avons imaginé des œuvres hybrides. Mes parents

sont comédiens, j'ai grandi dans des théâtres. En coulisse, je dessinais ce qu'ils jouaient sous mes yeux. C'est ce que je raconte dans *Les Jardins Invisibles* (Delcourt 2025). Ils m'ont appris que l'on peut raconter des histoires avec plusieurs outils. Donc j'ai très naturellement en moi le désir de créer des passerelles.

Expo AFP : la reconnaissance du journalisme en photo

Jusqu'à ce soir se tient « Une année grise », l'exposition AFP à la MÉCA, à Bordeaux. Dans le cadre des Tribunes de la presse, vingt-sept photos sont exposées. Cette rétrospective de l'année 2025 en images permet de mettre en avant le travail des photojournalistes, en cette période de défiance envers les médias.

450 photographes, et 12 mois d'actualité. C'est ce que racontent les vingt-sept photos de l'AFP à la MÉCA à Bordeaux, jusqu'à dimanche. Chaque choix a été mûrement réfléchi de manière à proposer un condensé de l'information de l'année qui se termine. « On reçoit 3 000 photos par jour, ça fait plus d'un million par an », détaille

Stéphanie Garcia, directrice du desk photo de l'AFP à Paris. « Tout au long de l'année je trie ces photos dans la perspective de cette exposition », complète-t-elle. L'attention se concentre sur les élections américaines, en s'assurant de ne pas proposer que des thèmes trop pessimistes, ni de photos trop dures. Pas facile.

Valoriser le journalisme

Derrière un des panneaux en tissu, le regard s'arrête sur un camion ukrainien, installé au milieu d'un champ de tournesols et éclairant la nuit de missiles anti-drones. À cette image fait face le portrait de Gisèle Pélicot, pris le jour de l'ouverture de son procès. Rien d'explicite donc, mais de quoi comprendre la réalité de l'actualité de cette année.

Un couple bordelais cesse alors de regarder le portrait de celle qui est tristement devenue le symbole de la lutte contre les violences faites aux femmes. À leurs yeux « le travail de journaliste est difficile, et indispensable ».



À la MÉCA se tient jusqu'à dimanche l'exposition photo AFP « Une année grise ».

C'est justement ce qu'a voulu retranscrire Stéphanie Garcia. « J'espère que cette exposition aura mené à plus de respect et d'indulgence vis-à-vis des journalistes, c'est aussi un moyen de raconter leur histoire ».

Matthieu Delour

Entrée libre du lundi au vendredi,
9h-18h. 05 47 30 34 67
Parvis Corto Maltese, Quai de Paludate,
Bordeaux